

# L'épouvantail d'une coalition de droite fait craindre le pire aux fonctionnaires

**Si la N-VA parvient à se hisser au Fédéral, elle pilotera une politique de droite et donnera un tour de vis dans la fonction publique. Une chasse aux sorcières est-elle possible?**

MARTIN BUXANT

Faut-il craindre un «Maccarthysme» made in Belgium? Ce n'est pas qu'ils fassent des provisions de sucre en se terrant dans des caves, mais il règne, pour l'heure, une atmosphère de veillée d'armes chez les hauts fonctionnaires dépendant du niveau fédéral — essentiellement les francophones, et plus encore ceux qui portent une étiquette socialiste (francophone ou flamande) sur le dos. Leur crainte: voir l'avènement d'une coalition de centre-droite et le débarquement de la N-VA dans un gouvernement fédéral que les nationalistes domineraient de la tête et des épaules.

Car la N-VA, c'est tout sauf un scoop, veut opérer des réductions drastiques et des coupes dans les effectifs de la fonction publique afin de réaliser des économies dans le budget fédéral. Parallèlement, il va aussi lui falloir, si elle arrive aux manettes, jouer le jeu de nominations vite et bien — car elle ne dispose de quasiment aucun directeur et relais dans la haute administration fédérale. Bien entendu, de telles nominations devront se faire sur le dos d'autres top fonctionnaires. Ici, équilibre linguistique oblige, ce sont les socialistes flamands qui apparaissent en première ligne dans le collimateur.

Ce n'est pas le CD & V qui est craint. «On ne s'attend pas à une chasse aux sorcières de leur part», détaille un haut fonctionnaire, «on a toujours eu une tradition de collaboration entre le

CD & V et le PS.» Deux machines qui savent faire tourner la fonction publique et se côtoient dans les couloirs de l'administration depuis des décennies. Ainsi l'actuel secrétaire d'État en charge de la compétence Hendrik Boegart a-t-il donné un premier tour de vis qui, même s'il n'a pas plu à tous les fonctionnaires, a néanmoins été soutenu par le Parti socialiste. Ainsi en va-t-il de la limitation du nombre de mandats au top d'un SPF à deux fois six années, par exemple. Dans les faits — à moins de décrocher une évaluation «exceptionnelle», il est quasi impossible de prolonger. Pire pour le système d'évaluation annuel des top managers du public: «Il permet de liquider beaucoup plus facilement des hauts fonctionnaires», glisse l'un d'entre eux.

Mais avec la N-VA, ce sera un cran plus dur, craint-on dans les SPF.

L'un des hauts gradés du parti, Ben Weyts, a déjà averti que le système d'évaluation devait servir à se débarrasser des éléments jugés inaptes — et qu'il s'agissait de doper le rendement et le nombre de fonctionnaires écartés.

## «MR revanchard»

Curieusement, c'est finalement presque davantage des libéraux que de la N-VA que certains ont le plus peur. «Le MR n'a jamais aimé la fonction publique et là ils vont avoir l'occasion de se lâcher», pronostique un socialiste. Ainsi pourrait-il nourrir une soif de revanche à l'encontre des socialistes qui l'ont évincé des gouvernements régionaux. «S'ils font cela, on fera passer les trois ou quatre derniers MR en poste en Wallonie, par-dessus bord», dit de son côté un vieux routard de

la chose publique. En outre, le PS ne sera pas indéfiniment dans l'opposition. Et si on lance une grande opération de nettoyage, le PS fera de même quand il reviendra aux affaires...

La liste des socialistes au top de l'administration est connue (et n'est d'ailleurs pas si longue). Il y a là Jean-Marc Delporte (SPF Affaires économiques), Jean-Paul Janssens (SPF Justice), Pierre-Paul Maeter (Emploi et Travail), Philippe Mettens (politique scientifique) ou encore Sarah Scaillet (administrateur général des Pensions).

Le puissant Jacky Leroy a récemment quitté son poste stratégique au P & O et doit être remplacé. Mais il y a aussi et surtout pas mal d'administrateurs généraux adjoints, une vraie spécialité du PS — d'Anne Kirsch (ONSS) à Anne Ottevaere (Allocations familiales) jusqu'à François Perl (Inami). Ceux-là sont dépendants de leurs boss, souvent CD & V ou sp.a. Car ces deux partis aiment travailler avec une «caution socialiste» vis-à-vis de leur conseil de gestion (composés des syndicats, dont la FGTB).

L'un dans l'autre, estiment plusieurs observateurs, c'est surtout le sp.a qui aura donc le plus chaud en cas de coalition de droite: ils sont souvent surreprésentés par rapport au poids politique de leur parti, ce qui n'est pas le cas du parti socialiste.

Reste la question: cette éventuelle coalition disposera d'un mandat. La N-VA peut-elle se payer le luxe de lancer des procédures qui se termineront à coup sûr devant le Conseil d'État et amèneront à perdre du temps, des moyens et de l'énergie?

## De Wever en plein dans le borbier francophone

**L'informateur doit trouver un moyen de réconcilier MR et cdH. Ou d'amener les libéraux flamands dans le jeu fédéral sans rouvrir le jeu flamand.**

Sans doute l'informateur Bart De Wever a-t-il été prendre quelques leçons chez Herman van Rompuy — celui-ci est en effet un maître pour faire croire qu'il bouge mais en réalité il ne bouge pas d'un iota. Car, au milieu du champ de mines francophone, Bart De Wever n'a pas ou très peu de marge de manœuvre tant que les

deux formations qu'il veut faire entrer dans sa coalition (avec le CD&V et la N-VA) refusent de s'asseoir ensemble à une table de négociation.

Les ponts sont toujours détruits entre MR et cdH: les deux partis discutent avec tout le monde et ne ferment aucune porte... mais ils ne le font pas ensemble. Pour l'heure, finalement, rien ne presse trop et malgré qu'on en soit à la troisième semaine d'information, le temps ne joue pas encore contre De

Wever. Tout le monde a compris que la tripartite traditionnelle n'était pas une option réaliste — tant que le CD&V est arrimé à la N-VA au niveau flamand et régional.

Et avec le temps, des lézards internes apparaissent sur la façade de la maison libérale flamande. Certains vieux barons commencent à plaider pour que le parti épaulé une coalition fédérale sans nécessairement monter à bord à la Région flamande — ce qui aurait le don de décongeler le

CD&V hostile à cette idée.

Aujourd'hui, paradoxalement, c'est à l'informateur — un séparatiste flamand — à rappeler à toutes les formations politiques qu'il veut à bord que sans un minimum de bonne volonté de leur part, le pays se dirige vers une crise politique de grande ampleur. L'argument fera-t-il mouche chez Charles Michel et Benoît Lutgen? À voir. **BUX**

**«Si le MR jouait dans cette chasse aux socialistes, on ferait passer les derniers libéraux wallons par-dessus bord.»**